



Communiqué du Syndicat des Directrices et Directeurs d'École #S2DÉ

Lettre au futur ministre de l'Éducation Nationale : « *Sous l'eau dès la rentrée !* »

Depuis le 1er septembre, à peine deux semaines d'école écoulées, et déjà les 43 000 écoles de France se retrouvent submergées par un flot de demandes institutionnelles, de réunions et de dispositifs imposés... au détriment de l'essentiel : la gestion, déjà lourde, d'un mois de rentrée scolaire.

Le mois de septembre, chacun le sait, est traditionnellement consacré à :

- accueillir les familles,
- organiser les journées d'accueil,
- remettre les élèves en situation d'apprentissage,
- lancer les premiers enseignements,
- gérer les dispositifs ULIS, UPE2A,
- vérifier la prise en charge des inscrits au périscolaire,
- tenir les réunions parents-enseignants, école-collège,
- préparer les élections des représentants de parents d'élèves,
- distribuer les documents administratifs et vérifier les coordonnées des familles,
- organiser les emplois du temps des AESH,
- mettre à jour les PAI, vérifier les protocoles,
- mettre à jour les agréments des intervenants sportifs,
- clôturer les comptes de la coopérative, préparer les prévisions de budgets,
- ...

Bref, un septembre habituel, déjà chargé pour chacune des 43 000 écoles primaires.

Or, cette année, s'ajoute une couche supplémentaire d'injonctions très chronophages dès septembre :

- mise en place immédiate de constellations, de plans avec leurs premières réunions qui en découlent,
- formations individuelles et collectives comme « Maths et Filles » et « EVAR »,
- transmission individuelle des résultats des évaluations nationales
- ...

Autant de tâches qui tombent sans concertation et qui, au lieu de soutenir l'école, l'asphyxient.

Les directrices et directeurs ne refusent pas l'innovation ni la formation. **Mais le respect du rythme scolaire et du travail de terrain doit primer.**

En surchargeant la rentrée, on détourne les équipes de leur mission première : accueillir et faire apprendre les élèves dans les meilleures conditions.

Le #S2DÉ demande au prochain ministre de reporter ces nouvelles injonctions à un moment plus approprié de l'année afin de laisser aux écoles le temps d'installer sereinement leur rentrée.